



communes citoyennes

L'APPEL

Les institutions de la Vème République, celles de l'Union Européenne, et les pratiques politiques de ces trente dernières années ont découragé et éloigné les citoyen-ne-s de la chose publique.

La concentration des pouvoirs et le manque d'écoute ne permettent pas de faire face aux défis de notre temps et de donner une réelle perspective à notre société et particulièrement à sa jeunesse.

Il est temps de construire des processus démocratiques associant toutes les composantes de la société.

Élu-e-s et citoyen-ne-s des communes, quelles que soient nos sensibilités ou étiquettes politiques, nous entendons colère ou résignation, qui se traduisent par l'abstention massive ou la soumission aux discours démagogiques.

Nous ne pouvons accepter d'avoir pour seul horizon une élection présidentielle en 2017 où, une fois de plus, nous ferions nos choix par défaut sans adhérer à aucun projet.

La crise de la démocratie en France est devenue une véritable crise de régime.

L'idée, que l'on croyait acquise depuis 1789, que le peuple est le souverain et que le citoyen est la cellule de base de la démocratie est aujourd'hui remise en question.

Tout processus de refondation de la démocratie doit donc commencer par la réaffirmation des principes inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : « *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément* ».

On ne compte certes plus le nombre d'appels à reconstruire la démocratie.

Cet appel se distingue des autres parce qu'il refuse les logiques réductrices de personnalisation derrière un leader et qu'il **ne prendra aucunement part à la compétition présidentielle.**

Chacun est libre, à titre individuel, d'exprimer son choix en exerçant son devoir électoral. Ainsi nous ne remettons pas en cause la participation de chacun à cette élection, au contraire. Mais, nous souhaitons à titre collectif nous placer sur un autre terrain.

Nous proposons d'entamer le processus historique de reconstruction de la démocratie à partir de son échelon le plus proche des citoyens : la commune.

C'est à l'échelon communal qu'est née, dès le Moyen Âge, la démocratie en France.

Les citoyen-ne-s en ont conscience : ils se mobilisent plus pour les élections municipales que pour beaucoup d'autres.

La commune est donc l'échelon naturel d'une mobilisation des citoyen-ne-s au plus proche de leur vie sociale et d'une revitalisation de notre République.

C'est-à-dire débattre et construire l'intérêt général.

Par ailleurs, de réforme en réforme, les communes sont violemment attaquées, tant dans leurs compétences que dans leurs moyens.

Il est temps que les communes se manifestent, non plus seulement pour protester contre les attaques dont elles sont l'objet, mais pour affirmer leur pouvoir démocratique et leur volonté d'être la base d'une reconstruction de la République.

Nous sommes convaincus qu'associer les citoyen-ne-s localement est une nécessité pour créer des territoires dynamiques.

En démontrant la capacité des communes à associer les citoyen-ne-s, nous interpellons l'État sur la nécessité de reconstruire les processus démocratiques.

Nous voulons non seulement aider à la prise de conscience et à l'éveil des citoyen-ne-s, mais encore et surtout créer un espace où leur volonté et leur créativité puissent s'exprimer librement et souverainement.

Nous croyons que **la question démocratique est un préalable essentiel au mouvement d'une société vers son progrès**. Elle libère les initiatives et les dynamiques qui la remettent en marche.

Sachons nous rassembler et faire vivre la démocratie, ce serait déjà une victoire et un progrès ! Unissons-nous face aux défis de notre temps.

Mettons le poids de nos exigences dans des cahiers !

À l'initiative de comités locaux formés par les citoyen-ne-s des communes, qui pourront être reconnus en tant que comités consultatifs par délibération des conseils municipaux, des **cahiers d'exigences** seront mis à la disposition afin d'y recueillir **dans chaque commune, du 21 septembre 2016 au 31 mars 2017**, les idées, les observations, les propositions de toutes et tous.

Les réunions de ces comités locaux permettront de consigner les propositions des citoyen-ne-s des communes. Une sélection de 20 propositions pourra ensuite être soumise au **vote de l'ensemble du corps électoral le jour du premier tour de l'élection présidentielle**.

Ainsi, plutôt que d'appeler à des revendications, nous souhaitons rétablir le plein exercice de la citoyenneté et sa capacité à forger pour la République des projets d'avenir.

Les citoyen-ne-s, les élu-e-s des conseils municipaux, les maires